

Un Combat sur deux fronts

LES événements importants ne sont pas forcément ceux dont on parle le plus sur le moment. Il en existe d'autres dont on s'aperçoit après coup qu'ils étaient décisifs et annonciateurs de transformations. La rencontre nationale sur l'autogestion organisée le week-end dernier par les revues « Politique Aujourd'hui », « Critique Socialiste », « Autogestion et Socialisme » et « Objectif Socialiste » ne fut pas à l'évidence l'événement politique marquant de ces dernières semaines. Boudée par la quasi-totalité de la presse qui trouve le sujet bien trop « théorique » pour une campagne électorale, elle n'a eu que peu d'échos dans l'opinion publique. Curieuse idée en effet que de vouloir approfondir les rapports entre autogestion et contrôle ouvrier, poser les problèmes du pouvoir d'Etat, de la transformation des unités de production et des rapports sociaux dans une période où chacun semble faire dépendre exclusivement sa politique d'un point en baisse ou en hausse annoncé par tel ou tel sondage. Et pourtant plusieurs aspects de cette rencontre pourraient bien constituer l'amorce de transformations politiques importantes pour l'avenir.

Une avancée considérable

Première constatation : L'autogestion n'est plus une nébuleuse. Plusieurs ambiguïtés ont été clairement levées lors des débats. Ainsi la mise en œuvre d'une organisation autogestionnaire ne constitue pas l'ouverture d'une « troisième Voie » entre réforme et révolution : la conquête du pouvoir, le bouleversement des appareils idéologiques et répressifs de l'Etat, l'appropriation collective des moyens de production, ne sont pas rejetés aux « poubelles de l'histoire ». Ils sont au contraire intégrés dans une perspective qui donne tout leur sens à ces transformations, en s'opposant aux dangers bureaucratiques qu'elles peuvent receler. Clairement inscrite dans une stratégie révolutionnaire dont l'axe est aujourd'hui le contrôle des travailleurs, l'autogestion est apparue aussi lors de cette rencontre comme le point de départ d'une réflexion beaucoup plus approfondie du mouvement socialiste sur le problème du pouvoir. Sans tomber dans l'élaboration d'un modèle de société figé, les participants ne se sont pas contentés d'indiquer quelques grands principes généraux : on a discuté ferme sur le rôle

des conseils ouvriers, les modalités d'élection, les conditions de l'exercice d'une révocabilité qui ne conduise pas, sous couvert de démocratie, à empêcher toute expérimentation durable. La présence de camarades algériens et yougoslaves a permis d'analyser plus à fond les raisons précises pour lesquelles des tentatives autogestionnaires pouvaient conduire à reproduire des rapports marchands ou à isoler le secteur de la production des institutions politiques.

Enfin, et ce fut une avancée considérable par rapport au colloque organisé il y a un an par le CERES, L'autogestion ne fut pas réduite à une réorganisation du pouvoir au sein de l'entreprise. L'existence d'un rapport sur le thème « Autogestion et rapports sociaux » a permis d'indiquer qu'elle ne pouvait se réduire à une « inversion » du pouvoir dans des structures inchangées : école, entreprises, instruments de communication et d'information, organisation des villes, exercice de la santé...

Elle est au contraire l'axe d'une remise en cause constante de la division sociale du travail dans le cadre d'une transition au socialisme et dans celui aussi d'une société socialiste.

Une force qui émerge

Le deuxième aspect important de cette rencontre tient à l'appartenance politique des participants : cinq organisations étaient représentées en tant que telles : les CIC, l'AMR, « Objectif Socialiste », le PSU et la Ligue Communiste. Mais tout aussi important est le nombre de ceux qui, organisés ou non sur le plan syndical ou politique, ont participé aux débats : plusieurs militants de la CFDT et un observateur délégué par la Confédération. Des militants engagés au Parti Socialiste et notamment plusieurs membres du CERES. Des membres de « Vie Nouvelle », des GAM, et des militants venus simplement parce que dans leurs luttes actuelles la perspective de l'autogestion prenait une importance grandissante. Cette diversité dans la participation, si elle montre que la perspective du socialisme autogestionnaire dépasse les oppositions actuelles entre plusieurs organisations doit être pourtant analysée comme le contraire d'un éclatement. Cette rencontre a montré qu'une force politique est en train d'émerger, provoquant ainsi une

importante restructuration politique aussi bien à gauche qu'à l'extrême-gauche.

Sans doute toutes les participations n'étaient pas forcément de même nature : si des organisations comme les CIC, le PSU, l'AMR, une grande partie d' « Objectif Socialiste », considèrent la lutte pour l'autogestion comme un axe stratégique, ce n'est sans doute pas encore le cas de la Ligue Communiste et encore moins du Parti Socialiste. Si nos camarades de la Ligue ont manifesté lors de cette rencontre un ralliement aussi soudain qu'inattendu à la perspective du socialisme autogestionnaire nous ne savons pas encore si c'est simplement l'effet d'un retournement tactique ou le résultat d'une évolution stratégique.

Pas de choix sans douleur

Quant aux directions du Parti Socialiste et du CERES qui avaient refusé de participer à la rencontre « pour cause d'élections », il faudra bien qu'elles se décident à choisir entre une démarche publicitaire de gauche alliée à une pratique de droite, et le choix d'une véritable stratégie fondée sur le contrôle ouvrier et la construction d'une

force socialiste autogestionnaire. La construction d'une telle force en effet, et cette rencontre l'a prouvé, ne se fera pas sur la base des forces qui « parlent » d'autogestion et de contrôle des travailleurs, mais à partir de celles qui traduisent ces perspectives dans leurs combats quotidiens, électoraux ou non. Le ralliement à de tels choix ne se fera donc pas sans douleurs pour les uns et les autres. Plus la perspective autogestionnaire deviendra crédible, plus les choix deviendront clairs et les contradictions fortes au sein des organisations socialistes. Nos camarades de la CFDT qui croient un peu trop qu'il suffit de faire la somme de ceux qui parlent d'autogestion pour créer un « courant socialiste autogestionnaire » doivent le savoir. Cette rencontre, maintenue avant les élections, montre que l'on ne peut pas isoler une perspective de prise du pouvoir par l'ensemble de la gauche et le combat pour l'autogestion. Le PSU, pour sa part, ne cessera pas de mener de front ces deux combats.

Gérard FERAN
